

Qui est sommes-nous?

Le groupe Development Finance International (DFI) est une organisation non-profitable spécialisée en renforcement des capacités, recherche, plaidoyer et conseil. DFI collabore avec plus de 80 gouvernements ainsi qu'avec des organisations internationales et la société civile à travers le monde. Nous aidons citoyens et gouvernements, notamment dans les pays en développement, à mobiliser le financement le plus efficace possible pour leur développement afin d'éradiquer la pauvreté, combattre les inégalités et encourager les organisations internationales et donatrices à les soutenir à atteindre ces objectifs. Notre filiale Debt Relief International (DRI) travaille avec les mêmes organisations depuis plus de 25 ans. DRI les aide à maximiser leur allègement de la dette, à encourager des emprunts et prêts responsables et durables et à utiliser les recettes découlant de l'allègement de la dette et des nouveaux emprunts pour réduire les inégalités et la pauvreté. Des évaluations indépendantes ont conclu que DRI a joué un rôle crucial dans la conception et l'exécution des Initiatives des pays pauvres très endettés (PPTE) et de l'allègement de la dette multilatérale (IADM). DRI est reconnu pour avoir assisté les pays en développement à négocier plus de 100 milliards de dollars USD d'allègement et à ajouter plus de 20 milliards de dollars USD à l'ampleur de l'initiative en aidant les pays à calculer leur droit à un allègement de la dette, à exiger des modifications sur la conception des initiatives et à négocier le maximum d'allègement de la part de créanciers multilatéraux, du Club de Paris et d'États non-OCDE.

Plus récemment, nous avons mise en oeuvre deux initiatives majeures, conjointement avec Oxfam et New Rules for Global Finance:

- En 2008, DFI a lancé le programme [Government Spending Watch](#), la seule base de données qui recense les dépenses publiques nécessaires à la réalisation des ODD dans 82 pays. Pour de nombreuses ONG, organisations multilatérales et agences onusiennes, et donateurs bilatéraux, GSW est devenu LA référence pour obtenir des données et analyses de dépenses publiques transparentes, récentes et comparables. Le projet sera prochainement élargi à 155 pays et actualisé aux données 2017. Cette initiative s'est développée en partenariat avec Oxfam et reçoit le soutien de plusieurs organismes tels que AHBN, la Campagne mondiale pour l'éducation (CME), le Partenariat mondial pour l'éducation (PME), IBP, le BIT, Save the Children, SDSN, Water Aid, l'UNESCO, UNICEF et UN Women. Nos travaux de recherche ont généré trois grands rapports: le

[premier en 2012](#)

a incité le FMI à changer ses politiques de suivi des dépenses sociales publiques, le

[second en 2013](#)

a représenté un vrai pas en avant en termes de publication et transparence des données de dépenses publiques; enfin, le

troisième en 2015

qui a eu impact majeur sur les discussions tenues à la Conférence sur financement du développement d' Addis Abéba sur la fiscalité progressive et des dépenses publiques en faveur de la lutte contre la pauvreté et les inégalités.

- En 2012, DFI entame une collaboration avec New Rules for Global Finance pour préparer le Global Financial Governance and Impact Report, un rapport biennal sur la gouvernance et l'impact des organisations multilatérales. Les deux premières éditions de ce rapport se penchent en grande partie sur, respectivement, l'impact de la gouvernance et l'impact sur le développement et analysent la performance du G20, du Conseil de stabilité financière (CSI) et autres organismes de régulation financière, du FMI, de la Banque mondiale ainsi que des organisations qui décident des politiques fiscales globales. Avec l'appui additionnel du bureau new-yorkais de Friedrich Ebert Stiftung, le rapport 2017 s'est intéressé à l'impact de ces organisations sur les inégalités en s'appuyant sur une méthodologie plus rigoureuse et une implications par ces organisations elles-mêmes. Les deux rapport précédents sont disponibles sur le site de New Rules [ici](#) et [ici](#) , et le [rapport 2017 ici](#) .

- Depuis 2016, nous travaillons avec Oxfam à la production de l'indice, base de données et rapport sur l'engagement à la réduction des inégalités. Il s'agit d'une nouvelle initiative de grande envergure qui classe les États selon leur performance à combattre les inégalités à travers trois types de politiques: des dépenses publiques, une fiscalité et des politiques du progressives. Le rapport a fait l'objet d'un pré-lancement lors de séminaires tenus au FMI et à la London School of Economics. Le rapport sera lancé à New York, Barcelone, New Delhi et 7 autres pays le 17 juillet 2017. Le rapport, l'indice et les données sont disponibles sur la [page de l'IERI](#) [p](#)

Notre travail s'articule autour de trois grands axes d'action:

1. **Recherche et analyse.** Au cours des 20 dernières années, DFI a produit plus de 300 rapports analytiques couvrant un large éventail de sujets autour du thème du financement du développement et des dépenses publiques, pour plus d'une trentaine d'institutions de financement. DFI a également collaboré en partenariat avec des institutions et experts en recherche et analyse issus de plus de 50 pays, avec une attention particulière sur la coopération Sud-Sud en fournissant des experts du Sud pour assister d'autres PVD. Pour de plus amples informations, consultez les pages [Recherches et](#)

[Analyse de ce site](#)

et le site

[Government Spending Watch](#)

2. **Renforcement des capacités.** L'expertise principale de DFI est de renforcer les

capacités des gouvernements, des organisations de la société civile et autres parties prenantes pour mobiliser le meilleur financement du développement et l'utiliser plus efficacement pour lutter contre les inégalités et la pauvreté. Entre 1996 et 2010, DFI a géré deux programmes majeurs de renforcement des capacités: le Programme PPTE de renforcement des capacités et d'analyse de la stratégie de désendettement et le Programme de renforcement des capacités en analyse et stratégie des capitaux privés étrangers. Ces deux programmes ont aidé plus de 50 PVD à améliorer leurs législations et institutions, à développer de meilleures capacités stratégiques et analytiques et à mobiliser des capitaux privés et un maximum d'allègement de la dette. Évaluations indépendantes et prestataires ont conclu que ces deux programmes avaient réussi à construire un socle de capacités solides et durables. Ils ont été décentralisés vers nos partenaires régionaux en 2010 mais DFI poursuit actuellement ces travaux en partenariat avec la Facilité de gestion de la dette de la Banque mondiale.

3. Services de conseil et de plaidoyer. Depuis 20 ans, DFI fournit un conseil politique de haut niveau sur la meilleure façon de changer les politiques globales, régionales et nationales pour promouvoir un meilleur financement du développement, en assurant qu'il soit utilisé pour combattre la pauvreté et les inégalités. DFI apporte également son appui aux pays et à la société civile pour prôner le changement à travers le monde. DFI s'est spécialisé à créer coalitions, groupements et réseaux des pays les plus petits et les plus pauvres pour communiquer leur plaidoyer aux pays les plus riches, notamment en soutien au C10, à la Banque africaine de développement, à l'Union africaine, les ministres des finances du Commonwealth, le G24, le Réseau des ministres de finances des PPTE, le Réseau des ministres des finances francophones bénéficiaires de l'APD, la Commission économique des Nations-Unies pour l'Afrique et l'UEMOA. Ces initiatives ont pour objectif de défendre les positions de ces pays auprès du G20, du FMI, de l'OCDE, des Nations-Unies et de la Banque mondiale, ainsi qu'à des pays du G7 et de l'OCDE.

En quoi l'organisme Development Finance International est-il différent?

- Nous n'avons pas de conflit d'intérêt. Nous ne nous impliquons jamais dans des opérations de financement si bien que nous sommes à même de fournir un appui indépendant et impartial avec pour seul objectif de maximiser l'impact sur la lutte contre la pauvreté et les inégalités.
- Nous ne remplaçons pas le personnel de nos clients en les reléguant à des rôles de collecte de données. Nous renforçons leurs capacités afin qu'ils conduisent les travaux eux-mêmes. Nous nous retirons du jeu aussi vite que possible et les rendons responsables de leur travail. Cette approche a très bien fonctionné sur 3 continents où nous avons passé le bâton de nos programmes globaux à nos partenaires régionaux avec succès.
- La coopération Sud-Sud est une priorité. Nous finançons directement les fonctionnaires de l'État, les parlementaires et les représentants de la société civile (dont beaucoup ont été formés par DFI) pour qu'ils apportent un appui à des pays similaires, plutôt que d'importer une

expertise moins appropriée ou pertinente des pays de l'OCDE. Nous puisons dans une base de données forte de 150 consultants dont 130 viennent des pays du Sud.

- Nous écoutons les voix du Sud, notamment les pays les plus petits et les plus pauvres. Nous les aidons à faire porter leur voix auprès d'autres pays et organisations plus puissants et plus riches. Ensemble, dirigés par des acteurs de plaidoyer du Sud.

- Le point de départ est toujours le besoin du pays ou du partenaire, nous ne travaillons jamais à partir d'un modèle général. Tout commence sur la base du contexte national, nous considérons ensuite les meilleures pratiques globales.

- Nous ne nous contentons pas de solutions de second choix. Nos travaux dépendent d'un accès direct aux données primaires et à une analyse locale par les fonctionnaires et les analystes les mieux qualifiés. Nous nous soumettons à un rigoureux contrôle de qualité conduit par une équipe de partenaires de haut niveau.

- Nous sommes engagés à renforcer la transparence des données, documents et analyses globaux et nationaux, ainsi que la responsabilité des États et organisations multilatérales envers les parlements, la société civile et les citoyens.

Quelles perspectives pour DFI?

La mission de DFI se poursuit dans la lutte contre les inégalités et la pauvreté en générant un maximum de financement efficace. DFI nouera des partenariats avec toute organisation qui partage cet objectif et les principes développés plus haut, afin d'avoir le maximum d'impact pour réduire la pauvreté et les inégalités à travers le monde.

DFI est déterminé à maximiser les actions politiques et les financements pour lutter contre la pauvreté et les inégalités dans le monde. Les ODD ont réaffirmé qu'éradiquer la pauvreté et obtenir l'égalité des femmes ne se réaliseront qu'en réduisant radicalement les inégalités de revenu et de richesse. Ceci doit ainsi susciter un effort commun entre les [Etats](#), les [organisations internationales](#)

qui les conseillent, la

[société civile](#)

et le

[secteur privé](#)

. DFI apporte un appui à ces quatre groupes.